

Les élections récentes au Mali—Essai d’analyse du processus démocratique au Mali depuis 1992*

Bakary CAMARA¹

*« Les taux de participation baissent
d’échéance en échéance et frise même
le ridicule. » Moussa B.
Coulibalyⁱ*

Résumé : _____

Depuis le début du processus démocratique au Mali en 1992, trois élections libres ont été organisées avec succès. Plusieurs gouvernements se sont succédés. Cependant, malgré les succès des différentes élections libres au Mali, il existe toujours des obstacles liés à la bonne gouvernance. Les objectifs de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1992 étaient la consolidation de la démocratie et le développement de l’économie nationale. Après plus de quinze ans de pratique démocratique, le Mali est toujours l’un des pays les plus pauvres du monde. L’objectif de cet article est de faire une étude rétrospective de la démocratisation et de ses conséquences politiques et économiques au Mali.

Mots clés : Démocratie, partis politiques, Politique, élections législatives, élections présidentielles, développement économique.

Abstract:

Since the beginning of the process of democracy in Mali in 1992, three free elections have been organized successfully. Several governments have been appointed. Though the successes of free elections in Mali, there still are obstacles linked to good governance. The objectives of all the different governments since 1992 were the consolidation of democracy and national economic development. After more than fifteen years of the practice of democracy, Mali is still one of the poorest countries of the World. The goal of this paper is to make a retrospective study of democratization and its economic and political consequences in Mali.

Key words: Democracy, Political parties, Politics, Legislative elections, Presidential elections, Economic development.

¹ Bakary CAMARA est politiste et juriste anthropologue, enseignant et chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP) de l’Université de Bamako, B.P. : 276. Email : baka2cam2@yahoo.com

Introduction

Depuis la fin des années 1980, les pays africains ont été forcés de rentrer dans le processus de démocratisation sous la houlette des pays occidentaux qui, obligés de « rationaliser » l'aide économique à l'instar des pays de l'Est Européens, ont imposé aux leaders africains le libéralisme politique comme condition de leurs aides. Pour les pays africains francophones en général et le Mali en particulier, les prémices de ce processus ont été le fameux discours du président français François Mitterrand à la Baule en France en 1990. Ce discours est généralement considéré comme avoir sonné le glas d'une nouvelle étape dans la croissance des jeunes états des pays africains. Les trois premières élections libres au Mali qui seront discutées plus tard ont eu lieu en 1992, 1997 et 2002. Les dernières ayant eu lieu le 29 avril 2007 pour les présidentielles et le 1^{er} juillet 2007 pour les législatives constituent, un tournant décisif dans la consolidation de la démocratie au Mali. Contrairement aux années 1990 où pour des élections transparentes, les scrutins étaient organisés partout en Afrique par des CENI (Commissions Electorales Indépendantes), le Mali, lors des élections présidentielles en 2002 a confié à trois structures, l'organisation des élections : le ministère de l'administration territoriale chargé de l'organisation matérielle du scrutin, la Délégation Générale aux Élections (DGE), chargée de l'établissement des listes électorales et la commission nationale électorale (CENI) qui supervise les élections.

Aux élections présidentielles, sept candidats se sont présentés contre le président sortant Amadou Toumany Touré (ATT). La réélection de ce dernier était appuyée par une coalition de partis politiques appelée ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) qui regroupe en son sein 15 partis politiques. A côté de l'ADP, une autre coalition s'est formée qui s'appelle FDR (Front pour la Démocratie et la République). Au sein du FDR, nous avons quatre candidats : Ibrahim Boubacar Keïta, ancien Premier Ministre sous la présidence de Alpha Omar Konaré (AOK) et candidat malheureux des élections présidentielles de 2002 était une fois de plus le candidat de son parti politique le RPM (Rassemblement pour le Mali) contre Amadou Toumany Touré connu sous l'abréviation ATT aux élections de 2007 ; Tiéblé Dramé du PARENA (Parti pour la Renaissance Nationale) qui est aussi ancien ministre de AOK et qui était chargé de l'organisation de la conférence internationale du 23^{eme} sommet Afrique France tenu à Bamako en décembre 2005; Soumeylou Boubeye Maïga de l'« Association

Convergence 2007 » ; et Blaise Sangaré de la Convention Démocratique et Sociale (CDS) ancien Ministre de AOK.

D'autres candidats, ne faisant pas partie des deux regroupements de partis politiques, se sont présentés sous l'emblème de leurs partis politiques respectifs. Ces candidats sont : madame Sidibé Aminata Diallo qui est à sa première sortie dans l'arène politique malienne. Elle est la candidate du parti Rassemblement pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (REDD) et est enseignante chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Bamako ; Mahamadou Maguiraga du Parti Populaire Progressiste (PPP), ancien scientifique de la NASA des Etats Unis ; et enfin, Oumar Mariko ancien leader étudiant et ancien membre du gouvernement de transition de 1992 qui s'est présenté sous les couleurs de son parti politique Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI). Le premier tour des élections présidentielles a eu lieu le 29 avril 2007. Il n'y a pas eu de deuxième tour car le président sortant a été élu dès le premier tour à plus de 70% des voix.

L'objectif de cet article est de faire une étude rétrospective du processus démocratique et ses conséquences sur le Mali. Les deux premiers présidents du Mali, Modibo Keita et Moussa Traoré, à l'instar de leurs pairs africains, avaient comme priorité, la sécurité de leurs régimes dictatoriaux quitte à violer les droits fondamentaux de l'homme. Depuis 1992, suite à l'adoption d'une constitution républicaine issue de la conférence nationale de 1991 et du référendum du 12 janvier 1992, les droits fondamentaux de la personne humaine, malgré des maladroites sont relativement respectés au Mali. Le peuple participe au processus démocratique mais beaucoup restent encore à faire car la situation économique n'est toujours pas reluisante. Le Mali fait toujours parti des pays les plus pauvres du monde. Par ailleurs, le comportement des élites politiques constitue le socle de la gouvernance politique et économique. Quand ces élites ne prennent pas leurs responsabilités en main, la corruption s'installe et le pays risque une fois de plus de sombrer dans la crise économique et les tensions sociales qui auront toutes les chances de s'exacerber comme nous le voyons dans d'autres pays de la sous région.

Pour atteindre notre objectif, nous nous sommes non seulement servi des recherches antérieures sur la démocratisation en Afrique et au Mali, mais aussi des archives et des résultats provisoires et officiels des différentes élections libres du Mali. Nous avons fait une

immersion sur le terrain essentiellement à Bamako pour entreprendre une recherche qualitative de terrain. Nous nous sommes servi d'un guide d'entretien. Les outils utilisés entre autre sont les interviews individuelles des leaders ou des militants de partis politiques ; des enseignants du secondaire et des enseignants chercheurs ; des associations et ONGs ; des leaders d'opinion et même des personnes de la rue. Des données quantitatives ont aussi été utilisées.

La démocratie qui vient du mot grec «*dēmokratia*» (de «*dēmos*» peuple, et «*kratein*», régner») veut dire «le règne du peuple» ou «le pouvoir du peuple» (Larousse 2005). C'est un couteau à double tranchant (Kaplan 2001). [...] Les élections libres et démocratiques constituent pour le citoyen, des droits qui le permettent de choisir librement par le vote son candidat ou son texte référendaire. La démocratie et la gouvernance ou «la bonne gouvernance» ne veulent pas seulement dire l'application pur et simple du multipartisme. Elles exigent aussi, et surtout de la rigueur et de la bonne politique économique et sociale.

Au Mali, depuis l'avènement de la démocratie en 1992, plusieurs gouvernements se sont succédés, chacun ayant comme politique le renforcement de la démocratie et de l'économie nationale. Après près de deux décennies, les acquis démocratiques et leurs conséquences positives ou négatives sont nombreuses. Pour mieux appréhender ces conséquences positives et négatives, nous allons dans un premier temps parler brièvement du contexte historique des élections libres au Mali avant d'analyser les élections pluralistes (les présidentielles et les législatives) de 2007. Pour finir, nous analyserons les conséquences de la démocratie sur la situation socioéconomique du Mali.

I. Le contexte historique des élections libres au Mali

1.1. La longue marche vers la démocratie

Le coup d'état du 19 novembre a marqué un tournant important dans la lutte pour la démocratie au Mali. Dès le début des années 1970, le PMT (Parti Malien du Travail), un parti clandestin formé essentiellement d'universitaires et de cadres supérieurs avait placé la lutte politique sur le plan de la défense des libertés individuelles. L'objectif était de constituer un large rassemblement pour la conquête des libertés et l'instauration d'une démocratie réelle. Pour atteindre cet objectif, la lutte politique revêtant plusieurs formes fut menée sur tous les

fronts. C'est ainsi que le P.M.T. s'est impliqué à travers ses militants dans la préparation du deuxième congrès statutaire de l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali). Au cours du deuxième congrès statutaire de l'UNTM appelé « congrès de revitalisation des travailleurs maliens », les travailleurs ont exigé que les militaires rejoignent leurs casernes (Seydou M. Diarra 1991 : 14). Pour répondre à cette exigence, la junte militaire fit dissoudre la nouvelle direction de l'UNTM et fit arrêter les membres du bureau syndical. Une nouvelle constitution fut adoptée en juin 1974 par référendum. Une période transitoire de cinq (5) ans fut observée (absences d'activités politiques). Le CMLN (Comité Militaire de Libération Nationale) n'a pas pu tenir ses promesses d'assainissement de l'économie et de lutte contre la corruption. Parce que la constitution de 1974 autorisait la création d'un parti politique, la junte militaire profita de ces dispositions législatives pour créer un parti unique appelé l'UDPM. (Union Démocratique du Peuple Malien) en 1979.

En février 1977, l'UNEEM. (Union Nationale des Elèves et Étudiants du Mali) déclencha une grève sectorielle d'avertissement pour demander l'abrogation d'un décret gouvernemental instituant des concours d'entrée dans les établissements supérieurs. A partir du 25 avril le pouvoir accentua la répression policière et ferma tous les établissements secondaires et supérieurs du pays. Des arrestations massives dans le cercle des intellectuels s'en suivirent. Dans le but de dissoudre le CMLN et de le remplacer par un parti politique qui lui donnerait une assise plus crédible au sein de la jeunesse, le régime du général Moussa Traoré crée l'Union Nationale des Jeunes du Mali (UNJM). C'est une organisation unique de la jeunesse qui devait supplanter l'UNEEM. A l'époque, l'UNEEM avait des attaches avec des groupes politiques clandestins comme le PMT, le PMDR (Parti Malien pour la démocratie et la Révolution) et le CDLDM (Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali) (Seydou M. Diarra 1991 : 17). Les opposants ont compris que le régime, malgré son impopularité se maintenait parce que les forces démocratiques étaient faibles et mal structurées. Pour eux, un front démocratique bien organisé et bien structuré aurait non seulement détruit le régime, mais crée les bases d'une société démocratique au Mali. Le PMDR lors de sa conférence de Tombouctou en 1979, a appelé « les patriotes et démocrates Maliens » à s'unir pour combattre le régime militaire qui essayait de « se civiliser » à travers la mise en place du parti UDPM. Des contacts entre les opposants au régime ont eu lieu en 1980 et se sont terminées par des ententes qui donnèrent naissance en 1984 au Front Démocratique des Patriotes Maliens (FDPM), à la formation du front National démocratique en 1986 et le Front National Démocratique Populaire (FNDP) comprenant le PMT, le PMDR

et le PDPM qui seront rejoints en 1989 par l'US-RDA (Union Soudanaise - Rassemblement Démocratique Africain) avec laquelle les contacts se poursuivaient depuis 1980 (Ibid. 1991 : 28). Un grand débat national organisé au cours du premier trimestre 1987 releva et dénonça « les déficiences du pouvoir, les malversations d'Etat, le non-paiement des salaires, la corruption et la démoralisation généralisée. » Le 28 mars 1987 Moussa Traoré profita de la charte d'orientation nationale et de conduite politique pour installer une « commission nationale d'enquête sur le crime d'enrichissement illicite de corruption » dont les auteurs étaient passibles de la peine de mort. Malgré ces tentatives d'affaiblissement de l'opposition, le mouvement continua car depuis l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la conditionnalité des programmes d'ajustement structurel des années 1990, les termes « démocraties » et « d'Etat minimal » étaient devenus des modèles politiques de bonne gouvernance en Afrique noire. Ils traduisaient la volonté de bâtir des Etats de droit et d'amorcer le développement économique. Après les échecs de démocratisation dès les années d'indépendance, la question qui paraissait incontournable était comment refonder la démocratie nécessaire à l'impulsion du développement devant l'opacité des phénomènes sociaux et politiques ? Et quel pourrait être le sens de cette refondation ? (Rodrigue, J. & Eyenemba, E. 2001 : 17).

Bien avant que « le vent de l'Est » ne souffle, la faiblesse des régimes dits de parti unique était déjà manifeste en raison des contestations émanant de la société civile. Néanmoins ces mécontentements étaient un petit nombre, donc ne suffisaient pas à eux seuls, pour apporter des changements politiques malgré l'affaiblissement et le manque de crédits des gouvernements au pouvoir. Ces pouvoirs dictatoriaux étaient corruptifs et appliquaient le culte de la personnalité... Assimilant le parti unique à la tyrannie et au despotisme, les populations revendiquaient le multipartisme. Des conférences nationales furent organisées dans les pays concernés et aboutirent au multipartisme. Au Mali, de décembre 1990 en mars 1991, Bamako la capitale et les régions de l'intérieur furent secouées par des grèves, des marches et des meetings organisés par des associations démocratiques et de défense des droits de l'homme (Kamaté, E. 1997 : 71). C'est ainsi que le régime de Moussa Traoré, qui tenait le pouvoir d'une main de fer fut renversé par une révolution populaire : le 25 mars 1991 après les tueries des enfants et des femmes, l'UNTM déclencha une grève illimitée jusqu'à la chute du régime du général Moussa TRAORE le 26 mars 1991 par le C.T.S.P. (Comité de Transition et pour le Salut du Peuple) dirigé par le Lieutenant Colonel Amadou Toumani Touré. Après le coup d'Etat, des partis politiques furent officiellement créés, la conférence

nationale souveraine fut le plus grand débat démocratique que le Mali n'ait jamais connu. Puis vinrent la transition, le referendum constitutionnel et les élections législatives et présidentielles financées à coût de millions de Dollars par l'occident (Ibid.). A l'issue des élections présidentielles de 1992, l'ADEMA/PASJ (Association Démocratique pour le Mali/Parti Africain pour la Solidarité et la Justice) remporta le scrutin marquant la naissance d'un régime démocratique au Mali. En dépit des efforts consentis pour l'instauration de la démocratie au Mali, après l'investiture de Alpha Omar Konaré, les revendications sociales et les critiques continuèrent en se multipliant.

1.2. Organisation des élections au Mali : 1992—2002

Comme nous l'avons dit plus haut, suite à la vague de démocratisation à la fin de la guerre froide en 1989 et la révolution populaire de mars 1991 au Mali, le lieutenant colonel Amadou Toumany Touré fit un coup d'état pour conquérir le pouvoir et organiser des élections libres et transparentes au bout d'une année de transition. Les premières élections libres du Mali eurent donc lieu dans la première moitié des années 1990 entre janvier et avril 1992. Cinq ans plus tard, les deuxièmes élections démocratiques eurent lieu en 1997 qui aboutirent sur la réélection de Alpha Omar Konaré ; les troisièmes eurent lieu en 2002 qui permirent au « général à la retraite » ATT de revenir à la tête du pays après un an de transition réussi en 1991 et dix ans d'absence de la scène politique malienne et enfin, les quatrièmes en 2007 qui le virent revenir ou qui ont favorisé son retour pour cinq autres années. Dans cette section, tout en parlant brièvement des premières élections libres du Mali (législatives, municipales etc.), nous nous appesantiront essentiellement sur les présidentielles et les législatives de 2007.

Les scrutins de 1992 et leurs résultats :

L'avènement de la troisième république a conduit à l'organisation d'une série de consultations électorales pour mettre sur pieds un nouveau régime démocratique. A partir de janvier 1992, le Mali est entré dans sa première phase d'élections libres et transparentes en organisant successivement un referendum constitutionnel le 12 janvier, des élections municipales le 19 janvier, des élections législatives le 23 février et le 9 mars, et enfin des élections présidentielles les 12 et 26 avril 1992. C'est le secrétariat d'Etat aux réformes institutionnelles sous la transition créé le 26 août 1991 par le gouvernement de transition qui a piloté ces premières élections libres.

Comparée aux régimes précédents, la 3^{ème} République a battu le record en organisant dans l'espace de quatre mois six élections démocratiques pour l'élection des gouvernants. Entre 1964 et 1991, les Maliens n'ont voté que quatre fois : la première fois était en 1964 aux élections législatives, la deuxième fois était en 1974 lors du referendum constitutionnel, la troisième fois était en 1979 lors des élections présidentielles et législatives, la dernière fois était en 1985 et c'était aussi lors des élections présidentielles et législatives. Pendant le règne de Moussa Traoré, pour éviter que les électeurs se rendent plusieurs fois aux urnes, les élections législatives et présidentielles étaient jumelées et se déroulaient le même jour.

A la sortie de la conférence nationale, le referendum constitutionnel s'est déroulé le 12 janvier 1992 pour la première fois dans l'histoire du Mali. Cette fois ci, le peuple semble avoir s'exprimer librement sur l'Acte fondamental qui constitue désormais le soubassement de la règle du jeu démocratique du Mali. Le taux de participation de cet referendum était de 40%.

Pendant les quatre mois des différentes élections, les campagnes électorales se sont déroulées dans le calme. Aucune violence préjudiciable au climat social n'a été enregistrée, le ton du discours était serein. Contrairement donc à ce que les ténors de l'union démocratique du peuple malien (UDPM) de l'ancien régime disaient—que le multipartisme déboucherait sur l'instabilité sociale et sur la violence, les maliens se sont donc montré capable ou apte à exercer le jeu politique pluraliste. Tout au long des élections, des programmes d'information et de sensibilisation ont été organisés par les autorités de transition à la radio et à la télévision nationale (par exemple des émissions comme « droit de savoir », « devoir d'informer », « bienvenue » et des « forums politiques » ont été créés). Ces programmes d'émission ont été bien accueilli par la population et ont été favorable au bon déroulement des scrutins.

Le gouvernement de transition appuyé par la commission d'égal accès aux médias d'Etat qui regroupait en son sein les représentants des différents partis politiques et les représentant des candidats à l'élection présidentielle ont facilité une expression équitable du pluralisme politique durant les différents scrutins. Au cour des élections présidentielles, le ministère de l'administration territoriale et l'office de radio télévision du Mali avec la collaboration du Centre d'Études et de Recherches pour la Démocratie et le Développement Économique et Social (CERDES) ont organisé une série de débats en direct mettant face à face les différents candidats. Pour ces premières élections présidentielles libres, entre les deux tours de scrutin,

Tiéoulé Konaté et Alpha Omar Konaré—les deux candidats arrivés en tête lors du premier tour—se retrouvaient dans un face à face à la télévision nationale. A côté de la presse nationale, la presse privée indépendante a aussi non seulement joué un rôle éminent dans l'éveil des consciences avant la chute du dictateur Moussa Traoré, mais aussi a contribué à faciliter le bon déroulement des élections présidentielles car même certains candidats avaient leurs propres journaux privés pour les campagnes électorales.

Les élections de 1992 ont été supervisées par une quarantaine d'observateurs étrangers venant de plusieurs pays d'horizons diverses (France, Allemagne, Canada...) ou appartenant à diverses organisations (la ligue africaine des droits de l'homme et des peuples, l'Association des Juristes Africains (AJA), le centre Jimmy Carter d'Atlanta, le Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social (GERDDES) etc. Tous ces observateurs ont reconnu à l'unanimité que les élections maliennes ont été transparentes.

Les élections municipales du 19 janvier 1992 se sont déroulées au scrutin proportionnel dans dix neuf communes, et dix sept partis politiques ont été représentés dans les conseils communaux. Les législatives se sont déroulées les 23 février et le 9 mars 1992 selon le système de scrutin de liste majoritaire à deux tours. Une ordonnance du CTSP du 16 octobre 1991 a dégagé 116 sièges de députés pour l'intérieur du pays et 13 sièges de députés pour les maliens de l'extérieur. A la fin du deuxième tour, l'ADEMA-PASJ a obtenu la majorité absolue des sièges à l'Assemblée Nationale avec 76 députés tandis que neuf autres partis politiques (CNID-FYT, USRDA, PMD, RDP, PDP, UMADD, UDD, RDT et UFDT) se partagent les 40 sièges restant. Le taux de participation était d'environ 20%.

Quant aux élections présidentielles, elles se sont tenues des 12 et 26 avril 1992 et ont enregistré lors du premier tour, la participation de neuf candidats : Alpha Omar Konaré de l'ADEMA-PASJ, Mountaga Tall du CNID-FYT (Convention Nationale d'Initiative Démocratique), Tiéoulé Konaté de l'USRDA, Almamy Sylla du RDP (Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès), Baba Akhib Hīdara de l'USRDA, Amadou Aly Niangadou du RDT (Rassemblement pour la Démocratie et le Travail), Idrissa Traoré du PDP, Demba Diallo de l'UFD (Union des Forces Démocratiques) et Mamadou dit Maribatrou Diaby du PUDP (Parti pour l'Unité la Démocratie et le Progrès). Au premier tour, Alpha Omar Konaré et Tiéoulé Konaté arrivent en tête avec respectivement 44% et 14% des suffrages exprimés.

Le second tour du scrutin se résume par la victoire de Alpha Omar Konaré qui l'emporte très largement sur Tiéoulé Konaté en obtenant 69% des suffrages exprimés contre 30% pour son concurrent et un taux de participation d'environ 20%. Le 23 mai 1992, la cour suprême procède à la proclamation solennelle des résultats du scrutin présidentiel sans avoir été saisi d'aucun recours en annulation sur le déroulement de la procédure électorale. Toutefois, malgré l'unanimité de la communauté internationale, des voix ont dénoncé les multitudes fraudes qui ont été faites au cours des élections présidentielles et législatives. Selon ces critiques, « la fraude électorale évidente a été constaté partout et à tous les niveaux ». C'est avec la réussite de ces élections libres et transparentes que le Mali est entré en pleine démocratisation. Mais il ne s'agit pas seulement d'organiser des élections libres et transparentes, il faut de la bonne gouvernance politique et économique pour que les citoyens puissent connaître la prospérité. Après les acquis de la démocratie en 1991 et 1992, ce qui restait à faire au Mali était non seulement la consolidation de ces acquis, mais aussi travailler à rehausser les performances économiques et le bien être de la population.

Les scrutins de 1997 :

Les élections de 1997 constituaient un test pour le Mali après les premières élections libre de 1992. C'est à partir de cette année que les institutions républicaines et démocratiques ont commencé à voir le jour. Autant les élections de 1992 sous la transition démocratique se sont déroulées sans difficultés majeures, autant celles de 1997, sous la présidence de Alpha Oumar Konaré, ne se sont pas passées à la satisfaction de toute la classe politique. Il en a résulté une crise politique qui a brisé un moment donné l'élan de la construction démocratique au Mali. Cette crise politique est née de la mauvaise organisation des élections législatives du 13 mai 1997 et du désordre provoqués par l'affichage de mauvaises listes électorales et de l'insuffisance des cartes d'électeurs (Essor : 11 avril 1997). Le coût des élections législatives du 13 avril est évalué à 11 milliards de francs CFA (Essor : 3 février 1997). Ce désordre a provoqué la contestation du scrutin par l'opposition, l'annulation du scrutin par la cour constitutionnelle qui a convoqué le collège électoral pour les législatives le 11 mai 1997. Le désordre et le mécontentement ont conduit plus tard, au refus de l'opposition de prendre part aux élections présidentielles de 1997. La gestion consensuelle du pouvoir qui avait été envisagée par le président sortant au sortir des premiers tours des présidentielles de 1992 n'a pas été effective, ce qui a conduit le pays dans la crise politique suivi de manifestations. Cette crise a occasionné des pertes en vie humaines et beaucoup d'arrestations dans les rangs de l'opposition. Aux élections présidentielles de cette année, seul deux candidats (Alpha Oumar

Konaré, candidat de l'ADEMA PASJ et le Mamadou dit Maribatrou Diaby, candidat du PUDP) se sont présentés parce que l'opposition a boudé les urnes. A la fin, Alpha Omar Konaré fut réélu au premier tour pour cinq autres années.

Les scrutins de 2002 :

Ces scrutins rentraient dans le cadre du renforcement des acquis démocratiques au Mali à un moment où le pays se trouvait dans un environnement sous régional instable qui pouvait être une menace pour sa sécurité nationale. La bonne tenue des élections en 2002 est venue corriger les tâtonnements et les erreurs de 1997. Suite aux élections de 2002, un environnement politique consensuel exceptionnel a permis à Amadou Toumani Touré, élu président en 2002, de marquer de son empreinte le processus démocratique malien. La période post électorale au Mali en général correspond à une impasse politique et à des négociations entre acteurs politiques. La période post électorale de 2002 a vu une gestion concertée du pouvoir qui constitue une phase exceptionnelle dans l'histoire de la démocratie malienne. Tous les partis ont pris part ou presque ont œuvré pour une cogestion des affaires du pays. Ces négociations politiques se sont passées entre les décideurs politiques dont les contenus sont restés dans la plupart des cas secrets pour les militants des partis politiques et pour le citoyen ordinaire. Cette situation a provoqué l'absence totale de l'opposition de la scène politique nationale. C'est donc dans cette situation que d'aucuns ont qualifié de « mono couleur » et « inodore » que les échéances électorales de 2007 ont eu lieu.

II. Les élections pluralistes de 2007 : les présidentielles et les législatives

Tout comme les élections de 2002, les scrutins de 2007 rentraient dans le cadre de la consolidation de la démocratie au Mali car ils constituaient la toute nouvelle expérience électorale après quinze ans de pratique démocratique. Dans cet article, nous parlerons essentiellement des présidentielles et des législatives car la date des municipales n'était pas encore arrivée au moment de la rédaction de ce chapitre. Ces élections arrivaient à un moment où certaines institutions du pays comme par exemple le ministère de l'éducation nationale étaient paralysées et où les citoyens maliens étaient exaspérés par la tournure que prenait le « consensus » (2002-2007) politique adopté par le président Amadou Toumany Touré au sortir des élections de 2002. Un consensus qui laissait entrevoir que tous les acteurs politiques ou presque étaient du même côté, donc alliés du Président en exercice. Ce consensus se

traduisait par un acquiescement à toutes les orientations de la politique nationale prônée par le président de la république.

Les membres du gouvernement de « consensus » étaient d'origines diverses : des partis politiques et des amis personnels du président de la république. Tout au long de son premier mandat, le fauteuil de l'opposition au sein des partis politiques et à l'assemblée nationale était vide. Il n'y avait aucun contrepoids aux décisions de l'exécutif. Le Mali était tombé dans une sorte de léthargie politique de sorte que la population ne savait plus à quel saint se vouer alors que « le panier de la ménagère » s'affaissait devant l'inflation continue des prix des denrées de premières nécessités. Pendant que le premier tour des élections présidentielles s'est déroulé le 29 avril 2007, les élections législatives ont eu lieu le 1^{er} juillet 2007 pour le premier tour et le 22 juillet 2007 pour le deuxième tour. Les campagnes électorales ont commencé conformément aux dispositions de la loi n°06-044 du 4 septembre 2006 qui dit dans son article 69 que « La campagne électorale est ouverte à partir du vingt unième jour qui précède le jour du scrutin pour l'élection du Président de la République et des Députés. » et que « [...] la campagne électorale prend fin le jour précédant la veille du scrutin à minuit [...]. » Pendant tout le processus électoral, présidentiel et législatif, il n'y a pas eu de violence. Cela s'explique d'un côté par la majorité de la classe politique malienne et de l'autre par la longue période d'hibernation politique des partis politiques et de leurs militants entre 2002 et 2007. Avant de parler des échéances électorales, nous parlerons d'abord du déroulement des campagnes.

2.1. Le déroulement des campagnes électorales

Contrairement à la thèse qui dit que « la démocratie est un luxe pour les africains » (Jacques Chirac) et que l' « Afrique noire est hyper tribalisée » Tshilombo Munyengayi (2007) ou encore que le processus de démocratisation à l'occidentale en Afrique ne peut réussir parce que la société africaine est basée sur des considérations ethniques et des conflits ethniques (Carew 1993), au Mali, tout comme les élections présidentielles et les législatives passées de 1992 à 2007 en passant par celles de 1997 et 2002, les scrutins (présidentiels et législatifs) de 2007 se sont déroulées dans le calme. Des alliances de partis politiques et d'associations se sont formées. Plusieurs partis politiques et associations ont décidé de se mettre ensemble pour peser dans la course présidentielle. C'est le cas de 33 partis politiques et des associations qui ont créé l'ADP (Alliance pour la démocratie et le progrès) pour soutenir la candidature du président sortant et le FDR (Front pour la démocratie et la

république) crée en février 2007 par 16 partis politiques et associations pour empêcher la réélection de ATT. Il n'y a pas eu de violence dans les langage des campagnes et pas d'accrochages. Toutefois, l'un des problèmes de la démocratie malienne est la question de la mobilisation des militants pour rehausser le taux de participation. Depuis 1992, malgré les campagnes intenses des partis politiques et des candidats concernés à travers des meetings, des caravanes et des messages diffusés à la télévision ou aux radios privées, le taux de participation demeure toujours faible. La question qui revient aux lèvres est : pourquoi est-ce que les électeurs boude-t-ils les urnes ? Les raisons de ce manque d'engouement, de l'indifférence et du désintérêt des citoyens maliens au vote est leur manque de confiance aux leaders politiques et aux candidats car ils ont le sentiment que leur vote ne sert plus à rien parce que « les dés sont déjà pipés » à l'avance. C'est à dire que l'on sait à l'avance qui sera élu. Ce découragement et le manque de confiance engendrent une autre situation de monnayage des voix. Lors des élections dernières au Mali, à travers nos enquêtes, il s'avère que beaucoup d'électeurs monnaient leurs voix contre de l'argent. Ils sollicitent de l'argent, de la nourriture (sel, mil, riz, sucre) ou du matériel ménager quelconque des candidats ou des partis politiques pour voter pour eux. Aux questions : « As-tu un candidat ? », l'intéressé répond : « non ! ». « Voudrais-tu voter pour mon candidat ? ». Il répond : « [...] si tu me donnes de l'argent, je te garantie que je voterai pour ton candidat ! » Ou bien, lors des meetings politiques dans les villages, après le discours du candidat, certains villageois disent à haute voix : « ...donnez nous de l'argent pour qu'on mange, sinon nous ne voterons pas pour vous !... », ou entre eux « ...ces hommes politiques sont faux ! Ils viennent nous promettre le paradis, mais une fois élus, ils nous oublient et ils remplissent leurs poches du denier publique... s'il (s) ne donne (nt) rien, nous ne voterons pas pour lui (eux) ». Le constat de l'électeur est que depuis 1992, les hommes politiques, une fois élus ou nommés à un poste deviennent du jour au lendemain multimillionnaires ou milliardaires.

Cette situation montre que le citoyen malien, las des fausses promesses et du manque de moralité des hommes politiques de son pays (Kabulo P. M. 2003), vivant dans une pauvreté chronique et ne sachant à quel saint se vouer a tendance à échanger son vote contre de l'argent comptant, de la nourriture ou du matériel. A l'instar des autres pays africains, l'échange des voix contre du matériel ou « achat des consciences » s'est essentiellement exacerbé pendant les campagnes présidentielles et législatives de 1997 à 2007 au Mali où nous avons assisté à la distribution de sachets de thé et de sucre à la jeunesse, des sac de sel, du riz et des pagens aux

femmes, et de millions de francs CFA en achat de moulins ou en dons directs aux chefs de villages, de quartiers et de ressortissants des zones rurales dans les villes pour l'acquisition des voix de leurs villages ou quartiers dans le district de Bamako et dans les autres régions de l'intérieur du pays.

D'une manière générale, les discours des candidats en lice étaient similaires. Aucun des candidats, excepté le candidat du SADI et le président sortant n'a pu présenter un document comportant un projet de société. L'exception à la règle fut le discours du candidat du SADI Oumar Mariko. Le candidat Mariko dans son discours a touché du doigt les tares de la démocratie malienne et a fait une liste limitée de propositions alternatives.

Les campagnes électorales nécessitent des campagnes publicitaires et sur les chaînes étatiques aussi bien que privées, celles de 2007 sont passées inaperçues à l'URTL (Union des Radios Télévisions Libres). De façon globale, aucun comportement inusuel n'a été constaté excepté la modification de la loi électorale en faveur de la confection d'un bulletin unique et cela s'est faite à partir d'un consensus entre les différents acteurs politiques. Cette modification n'a pas causé d'incident majeur sur les élections pour remettre en cause la crédibilité des scrutins.

2.1.2. Les résultats des élections présidentielles de 2007

Pendant tout le long du premier mandat d'ATT, aucun événement politique majeur n'a lieu jusqu'à deux ou trois mois des échéances électorales présidentielles d'avril 2007 où certains alliés du « consensus » se sont érigés en adversaires farouches et opposants du régime, brisant ainsi le « consensus politique » adopté par ATT au sortir des élections présidentielles de 2002. C'est le cas du Rassemblement Pour la République (RPM) qui, à l'issue de son congrès ordinaire le 28 janvier 2007 a annoncé la candidature de Ibrahim Boubacar Kéita contre ATT. Ce « retournement de veste » soudain a vraisemblablement choqué le corps électoral qui attendait depuis belle lurette de la part de leurs partis politiques, des revendications politiques et économiques ou des programmes gouvernementaux qui prendraient en compte les difficultés quotidiennes de la population. La plupart des militants de ces alliés se sont vus comme étant des outils de règlement de compte politique.

Concernant le pouvoir en place, dès son installation à Koulouba (au Palais présidentiel) en 2002, ATT a commencé à se préparer à se succéder à lui même en organisant des voyages

d'inauguration des ponts, des routes, la remise de clés de logements sociaux, dons de médicaments aux maternités et de matériels au monde rural (tracteurs, moulins...) et d'autres infrastructures dont les projets avaient été initiés sous le règne de Alpha Omar Konaré. Ces tournés à travers le pays étaient largement relayées par des tintamarres médiatiques étatiques. Ces deux situations politiques ont assurément fait penché la balance électorale de sorte à donner le résultat que nous connaissons des présidentielles du 29 avril 2007.

Selon les résultats provisoires de la commission de centralisation du ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales qui est chargé non seulement de l'organisation matérielle du scrutin, mais aussi de « la centralisation et la proclamation des résultats provisoires des référendums, des élections présidentielles et législatives » conformément à l'article 26 alinéa 1 ; 2 et 4 de la loi électorale numéro 06-044/ du 4 septembre 2006. Le président sortant Amadou Toumany TOURE a obtenu 1 622 579 de voix, soit 70,89% des suffrages exprimés; Ibrahim Boubacar KEITA, 436781 voix, soit 19,08% ; Mamadou Sangaré, 35951 voix, soit 1,57% ; Tiébilé DRAME, 69584 voix, soit 3,04% ; Soumeilou Boubeye MAIGA, 33366 voix, soit 1,46% ; Oumar MARIKO, 62709 voix, soit 2,74% ; Madame Sidibé Aminata DIALLO, 12326 voix, soit 0,54% ; Madiassa MAGUIRAGA, 6857 voix, soit un taux de 0,30%. Sur 6884524 électeurs inscrits, 2 490 396 ont voté et 201403 bulletins ont été déclarés nuls. Les suffrages valablement exprimés s'élèvent à 2288993. Le taux de participation est de 36,17% (Essor 7.5.2007).

Il ressort du constat de la commission de centralisation du ministère, que des fraudes électorales, tentatives de fraudes ou de sabotages des élections ont eu lieu dans plusieurs localités. Mais il faut noter que selon l'article 86 alinéa 4 de la constitution du Mali, la cour constitutionnelle « statue obligatoirement sur [...] la régularité des élections présidentielles, législatives et des opération de référendum dont elle proclame les résultats » définitifs. Après analyse, elle rejette ou valide les résultats émis par la commission de centralisation de l'administration. Suite aux requêtes déposées par les mandataires des différents partis politiques et candidats indépendants dans les localités concernées et à l'analyse desdites requêtes et des procès verbaux des bureaux de vote, la cour constitutionnelle a statué sur les résultats provisoires de l'administration ci-dessus mentionnés.

2.1.3. Les résultats définitifs de la cour constitutionnelle

Conformément aux dispositions constitutionnelles ci dessus mentionnées, après s'être référée aux différentes législations relatives à la constitution du Mali et aux textes de loi en vigueur relatifs aux élections libres, le président de la cour constitutionnelle, Salif Kanouté a détaillé les différentes requêtes déposées par les candidats du FDR (front pour la démocratie et la République) : Ibrahim Boubacar KEITA, Tieblé DRAME, Mamadou SANGARE et Soumeilou Boubeye MAIGA, et d'autres requêtes émanant des mandataires d'autres candidats à travers le pays. Il s'agissait de requêtes demandant l'annulation des opérations électorales pour «Fraude généralisée sur toute l'étendu du territoire national ». Les requérants ont aussi dénoncé « la campagne précoce et outrancière » du président sortant relayée par la télévision nationale, l'organisation de manifestations culturelles, la création de comités de soutien très expressive, dons et fournitures de matériels aux populations etc. Autres « fraudes » évoquées par les candidats du FDR : « la circulation de bulletins de vote à la veille des élections ; le bourrage des urnes le jour du vote ; la manipulation grave et répétée du fichier électoral ; le vote prématuré des femmes de Loulouni ; l'implication des officiers de l'armée dans la campagne »... Le président de la Cour Constitutionnelle a également fait état des observations écrites adressées à la cour par les avocats du candidat Amadou Toumany TOURE suite à la saisine de la cour par les candidats Ibrahim Boubacar KEITA, Tieblé DRAME et Soumeilou Boubeye MAIGA.

La cour a estimé que les requêtes numéro 117 à 126 relatives à l'annulation des opérations électorales du 29 Avril 2007 ont été introduites au de-là des 5 jours qui suivent la date du scrutin, c'est-à-dire le 04 Mai 2007 à minuit. Par conséquent, elle les déclare irrecevables en la forme pour cause de forclusion. Elle a également déclarée non fondées des requêtes des candidats Ibrahim Boubacar KEITA, Tieblé DRAME, Mamadou SANGARE et Soumeilou Boubeye MAIGA et les a par conséquent rejetées.

La cour a aussi rejeté la demande d'audition des requérants devant elle. Après avoir fait les décomptes des voix par bureau de vote sur le territoire national, au niveau des ambassades et les consulats, les 9 sages ont opéré diverses rectifications d'erreurs matérielles et procédées au redressement qu'ils ont jugé nécessaire. A la lumière de tous les constats faits, la cour a donnée les résultats suivants : 6 884 352 électeurs inscrits, 2 494 846 votants, 198 518 bulletins nuls, 30 845 suffrages annulés, 2 265 483 suffrages valablement exprimés. Le taux de participation s'élève à 36,24%, la majorité absolue étant de 1 132 742.

Tableau n° 1 : *Les présidentielles de 2007*

| Nombre électeurs inscrits | Nombre de votants | Bulletins nuls | Suffrages annulés | Suffrages valablement exprimés | Taux de participation % |
|--|------------------------------|---------------------------|------------------------------|---|--------------------------------|
| 6.884.352 | 2.494.846 | 198.518 | 30.845 | 2.265.483 | 36,24 |

Le candidat Amadou Toumany TOURE qui a recueilli 1 612 912 suffrages soit 71,20% a donc été déclaré élu dès le premier tour par la cour constitutionnelle. Il se succède ainsi à lui-même pour un nouveau mandat de 5 ans. ATT est suivi de loin par Ibrahim Boubacar KEITA qui a obtenu 433 897 soit 19,15%. Tieblé DRAME vient en 3^e position avec 68 956 voix soit 3,04%. Oumar Mariko récoltant 61 670 électeurs soit 2,72%. Mamadou Blaise SANGARE avec 35 776 voix soit 1,58%. Soumeilou Boubeye MAIGA qui a obtenu 32 973 voix soit 1,46%, Madame Sidibé Aminata DIALLO avec 12 443 voix soit 0,55%. Enfin, Madiassa MAGUIRAGA avec 6 856 voix soit 0,30%. Le mandat du président élu prend effet à partir du 8 Juillet 2007. La cour a ordonné la notification séance tenante de l'arrêt au président de la République et aux candidats, par les soins du gouvernement aux représentants de l'Etat dans les circonscriptions administrative ainsi qu'aux chefs de missions diplomatiques et consulaires.

La majorité absolue est 1.132.742. Le candidat Amadou Toumani Touré est réélu président de la république dès le premier tour du scrutin (Essor 14.5.2007).

L'année 2007 a été une année apaisée en matière de violences électorales hormis quelques contestations formulées par le front pour la démocratie et la république (FDR) qui se réclamait de l'opposition. En 2002 les mêmes contestations étaient au rendez-vous ou les candidats de la tendance politique « Espoir 2002 » de l'époque avaient saisi la cour constitutionnelle. Après de différentes négociations, l'opposition s'était finalement soumise à la décision de la cour constitutionnelle comme elle avait promis lors de son dernier meeting tenu au stade du 26 mars en mai 2002 après le premier des présidentielles.

Le 16 mai 2007, après la publication des résultats définitifs des élections présidentielles du 29 avril 2007 au Mali, la communauté internationale à travers l'Union Européenne, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) etc. ont qualifié ces dernières élections au Mali « [...] d'illustration de bon ancrage de la démocratie dans ce pays », et ont salué « le bon déroulement des élections » tout en se félicitant du « calme et de la sérénité qui

ont prévalu lors de la campagne électorale et du scrutin, et se réjouissent de la maturité démontrée par les institutions et les acteurs politiques du Mali. »

Tableau n° 2 :

| Voix obtenues par candidats | | |
|--|-----------------------|--------------------|
| Noms des candidats ou partis politiques | Nombre de voix | Pourcentage |
| Amadou Toumani Touré | 1.612.912 | 71,20 % |
| RPM | 433897 | 19,15% |
| PARENA | 68956 | 3,04 % |
| SADI | 61.670 | 2,72 % |
| CDS | 35.776 | 1,58 % |
| Soumeylou Boubeye Maïga | 32.973 | 1,46 % |
| M^{me} Sidibé Aminata Diallo | 12.443 | 0,30% |

Quant aux 2^{ème} tour des élections législatives de 2007, il s'est déroulé le 22 juillet 2007 dans le calme. Après la proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle le 10 août 2007, trois partis politiques ont eu les plus grands nombres de députés : ADEMA/PASJ s'est retrouvée avec plus de 53 députés sur 147 à l'Assemblée Nationale (AN); L'URD a eu 31 députés et le RPM 11 députés. Les autres petits partis se sont partagés le reste. L'ADEMA revient donc en force car son président a été élu Président de l'Assemblée Nationale le 2 septembre 2007 par les députés avec 111 voix contre 31 pour son adversaire Mountaga Tall du CNID qui fait aussi parti de la mouvance présidentielle l'ADP. Cette élection peut avoir des conséquences positives comme négative pour la démocratie malienne. Pour qu'une démocratie puisse être effective, il faut une opposition positive forte. Si l'ADEMA qui a la majorité relative laisse le Président de la république et son gouvernement les mains libres, nous assisterons au même scénario que les cinq ans derniers du « consensus » du premier mandat de ATT. Par contre si Dioncouda Traoré et son hémicycle jouent réellement leurs rôles de parlementaires et de contre poids au gouvernement, ils contribueront à la consolidation de la démocratie et du développement économique du Mali. L'élection du président de l'AN et la formation des différentes commissions parlementaires sera suivie par la formation du gouvernement.

III. Gouvernance démocratique et performance économique au Mali

Selon Isabelle Johnson (1997), la gouvernance est un concept qui a beaucoup évolué depuis son apparition dans les débats relatifs au développement dans la deuxième moitié des années 1980s. Selon elle, « dans les premiers essais classiques en sciences politiques sur le sujet, on parlait du concept de “gouvernabilité”, qui plaçait le “droit” et “ l'ordre” au centre du développement. Avec la fin de la guerre froide le concept de gouvernance s’est substitué à celui de “gouvernabilité”. Il a été défini comme « le remodelage ou la réinvention de la gestion publique, dans le sens large du terme, pour faire face aux nouveaux défis du développement à l’ère de la mondialisation. » La gouvernance aborde maintenant les questions liées aux mécanismes nécessaires à la négociation des différents intérêts dans la société. Elle est de plus en plus perçue comme un concept englobant une série de mécanismes et de processus susceptibles de maintenir le système, de responsabiliser la population et de faire en sorte que la société s’approprie le processus. Au Mali, la gouvernance démocratique a connu des hauts et des bas depuis l’avènement de 1992. Certes la démocratisation a apporté des améliorations au niveau de la vie des citoyens, mais cette amélioration n’est perceptible qu’au niveau d’une minorité de la population. La majorité de la population constituée de paysans se trouvent au seuil de l’extrême pauvreté. Les mentalités ont certes changé ou continue de changer en faveur de la démocratie et de sa consolidation, mais les mauvais comportements des politiciens et les effets pervers de la mondialisation constituent un handicap sérieux pour le processus démocratique au Mali car ils influencent négativement d’un coté, le taux de participation aux échéances électorales et de l’autre le développement économique du pays.

3.1. Taux de participation aux élections générales depuis 1992

L’un des défis de la démocratisation au Mali est l’équation de la participation de la population aux différents scrutins organisés depuis 1992. Quand nous faisons une études comparatives des taux de participation des élections présidentielles de 1992 à 2007, nous observons une nette amélioration en 2007 (36,24%) par rapport aux précédentes élections. Entre 1997 et 2002, il n’y a pas eu de grandes différences, le taux de participation étant respectivement 29,2% et 29,99%. Par contre, entre 1992 et 1997, nous pouvons dire qu’il y a eu significativement des changements car le taux de participation en 1992 était 21,61% alors qu’en 1997 il y’a eu 29,2%. C’est surtout aux législatives que nous assistons aux taux de participation les plus faibles qui sont même en deçà des taux des présidentielles. C’est

d'ailleurs probablement à cause de ça que les taux de participation globaux des législatives ne sont pas mentionnés dans les délibérations de la Cour Constitutionnelle.

Tableau n° 3 : Les présidentielles 1992-2007 taux de participation

| Les élections | 1992 | 1997 | 2002 | 2007 |
|-----------------|--------|-------|--------|--------|
| Présidentielles | 21,61% | 29,2% | 29,99% | 36,24% |

Le faible taux de participation aux présidentielles et aux législatives de 1992 peut s'expliquer par le fait que les populations n'étaient pas habituées aux élections pluralistes pilotées par des partis politiques et ne savaient pas l'importance de leurs votes. En 1997, le taux n'a pas beaucoup changé à cause des différentes crises politiques et sociales sous le règne du président Alpha Omar Konaré et aussi, à cause de la démobilisation des militants des partis politiques. D'un côté, les militants n'ont plus confiance aux politiciens et de l'autre, les partis politiques ne jouent pas pleinement leurs rôles. Le taux de participation de 2007 montre néanmoins qu'au Mali, il y'a une certaine maturité dans l'exercice démocratique malgré des lacunes enregistrées dans des circonscriptions électorales à travers le pays. Malgré l'insatisfaction totale des maliens eux même et de certains observateurs face à ce faible taux de participation, il montre que le Mali est sur le chemin du renforcement du pluralisme démocratique acquis en mars 1991. Mais beaucoup restent encore à faire à tous les niveaux.

3.2. Impact de la démocratie sur les comportements

Les aspects négatifs de la démocratisation sont multidimensionnels eu égard aux différents enjeux autour de la question. Si la démocratie se définit par le pouvoir du peuple et pour le peuple, les mécanismes par lesquels elle se légitime ne doivent nullement se réduire à un ensemble de dispositifs juridiques et à des procédures ou comportements qui peuvent la détruire. Elle doit être construite sur la bonne gouvernance qui doit être elle aussi bâtie sur un socle institutionnel solide et dans un climat politique serein (Zeini Moulaye 2005 : 12).

Une bonne pratique de la lutte politique commence par la libéralisation des instruments de réflexion. Dans un processus démocratique, la vie politique implique nécessairement l'existence d'une opposition au pouvoir. Cette opposition favorise le bon comportement des gouvernants car ils se sentent surveillés et ont une propension à la bonne gouvernance. Cependant, la non existence d'une opposition digne de ce nom ou une mauvaise pratique dans la compétition politique pour la conquête du pouvoir, et l'absence de culture démocratique

peuvent inévitablement aboutir à des scènes de dénigrement. Ce phénomène fut constaté pendant le processus électoral de 2007 entre d'une part le pouvoir en place et l'opposition. Il est vrai que la mobilisation collective est considérée comme critère principal de participation à la vie politique dans une démocratie. Mais son utilisation de manière pas catholique constitue une entrave à la démocratie et à la morale républicaine.

Sur une autre dimension, au Mali, les tentatives d'utilisation du culte de la personnalité, de production d'effet de fascination des candidats sur les militants et l'achat des consciences ont montré que la fonction sociale de la politique dans ce pays est de produire des illusions, l'image faussée de la réalité. Or, le militant ou le peuple doit voter non pour une personne en tant que tel, mais pour un parti politique doté d'un programme spécifique à travers un candidat choisi par lui. Dans une société à moitié analphabète comme celle du Mali, le fonctionnement de la machine politique repose sur ce à quoi croient les citoyens. Cette croyance dépend naturellement d'un côté, de la formation continue des militants, et de l'autre, de la communication que les leaders politiques maliens n'arrivent pas à s'approprier convenablement ou ont d'autres objectifs que d'élucider leurs militants. De façon plus claire, les leaders politiques n'arrivent pas à entretenir des rapports stables et crédibles avec les masses électorales alors que la communication politique constitue un outil de combat redoutable dans une démocratie. Exister politiquement signifie être partie prenante d'une position d'opposition ou de contestation politique. Pour se faire entendre il ne suffit pas d'avoir des idées justes, il faut aussi savoir se doter des instruments, des moyens de pression ou d'influence grâce auxquels l'on peut être écouté, voire même être suivi. Selon Armelle le Bras (Armelle 1997 : 102), la politique ne se récite pas, elle se vit et tout ce processus est un art : « la démocratie ne se récite pas comme un catéchisme, elle se vit. Dans ce sens, elle doit être incarnée par des démocrates qui vivent au quotidien des valeurs qui fondent la démocratie, tolérance, esprit critique, sens de la responsabilité, courage, respect du bien commun [...] ». Au Mali, la démocratie est en marche mais rencontre encore des embûches. Embûches que même les démocraties les plus avancées des pays riches rencontre souvent, certes mais sous d'autres formes. Selon un leader de parti politique, candidat malheureux interviewé :

« [...] Au Mali, les élections constituent pour certains un moyen pour se faire le plus vite possible de l'argent. Certaines personnes, en l'occurrence les leaders politiques s'aventurent dans des opérations de distribution d'argent ou simplement, à travers des réseaux de trafiquants de cartes d'électeurs, ils

utilisent des cartes falsifiées pour avoir le maximum de voix. Les fonctionnaires de l'Etat qui doivent avoir un devoir de réserve et d'impartialité l'ont complètement brisé au détriment de la population. Les structures en charge de l'organisation des scrutins ont violé les textes en vigueur qui leur accordaient un rôle d'impartialité. Parallèlement à cela, la cour constitutionnelle, instance suprême a été complètement paralysée devant les faits. Les moyens de l'Etat ont été utilisés par des organisations et structures montées de toutes pièces et ont utilisé sans réserve les ressources mobilisées par l'ensemble du contribuable malien. [...] Sous un autre aspect les résultats des élections présidentielles de 2007 reflètent la situation politique du pays parce que la gestion consensuelle du pouvoir et l'allégeance de la majorité de la classe politique au candidat « indépendant » ont créé une confusion idéologique chez les populations qui avaient du mal à discerner le vote de leur sort. Au demeurant la loi électorale a été maintes fois modifiée jusqu'à ce que l'instance judiciaire se soit trempée dans l'anticonstitutionnelle. Pour ce qui est du faible taux de participation, l'Etat en est la cause dans la mesure ou dans un pays voisin, notamment la côte d'ivoire les agents de l'administration vont de porte en porte pour la distribution des cartes à ceux qui se sont inscrits. [...] En somme, au Mali, il y a de plus en plus du recul par rapport à l'organisation des élections, de défense des libertés individuelles et collectives. Le pire est qu'on revient sur nos pas avec le système de consensus dans la gestion du pouvoir qui contribue à la promotion d'une pensée unique au rythme du développement, qui conduit inévitablement dans le même piège du parti unique contre les idéaux du '26 Mars' [...]. » (Oumar Mariko, Int.)

Selon donc ce leader politique, l'organisation des élections ne se fait pas selon l'orthodoxie démocratique. Le secrétaire général du parti d'un autre candidat malheureux aux élections présidentielles avance lui aussi que « les élections présidentielles du 29 Avril 2007 étaient tout sauf des élections libres et transparentes. » Pour un partisan du président sortant, « les Maliens se sont vus très concernés par le programme du candidat Amadou Toumani Touré, [...] il a plus de crédibilité que tous les autres candidats, et de toute façon le président Touré a réussi à construire des maisons pour des Maliens qui n'avaient jamais imaginé avoir un jour un logement dans leur vie. Il a pu renaître l'espoir dans la vie des Maliens [...]» Pour un autre supporteur du président sortant, « Nous avons assisté pendant cinq ans à des réalisations faramineuses telles que le pont de Wabaria à Gao, la distribution des tracteurs aux jeunes, la distribution de terres cultivables à l'office du Niger... » Pour l'homme de la rue, les avis sont partagés. Certains trouvent que « [...] ATT est un homme rusé mais peureux car il ne prend pas de décisions contraignantes pour asseoir l'autorité de l'Etat sur toute l'étendu du territoire national pour apporter enfin de vrais solutions aux problèmes des Maliens moyens. »

3.3. Impact de la démocratie sur l'économie du Mali

La démocratie est un système de gouvernance que le Mali a connu en 1991 après la dislocation du Bloc communiste, le discours de Mitterrand à la Baule. Elle constitue l'une des conditionnalités des investissements étrangers, des aides, et des crédits octroyés par les bailleurs de fonds et les institutions financières de Brettons Woods (la banque mondiale et le FMI). Les défenseurs de la démocratie croient que son adoption par les pays en voie de développement peut conduire à leur développement économique. Or depuis la démocratisation, nous constatons non seulement la récurrence des guerres civils en Afrique, mais aussi à l'agrandissement du faussé entre riches et pauvres. La démocratie ne mène pas forcément au développement économique. Il est difficile de se baser sur la démocratie pour évaluer le développement d'un pays. Au Mali, en 1991, la population croyait que le libéralisme politique favoriserait le développement économique et la fin de la pauvreté.

3.3.1. Les Rapports du PNUD relatifs au développement humains au Mali

En 1994, après la dévaluation du Francs CFA, l'économie malienne se portait relativement bien avec un cadre macro-économique assaini se traduisant par un taux de croissance moyen annuel du PIB de 5% entre 1994 et 1998. Cependant d'importants défis persistaient : la pauvreté touchait 70% de la population et la persistance des disparités intra et interrégionales se faisait était grande. Le taux de scolarisation dépassait à peine 50 %. La malnutrition touchait 30 % de la population. L'analphabétisme des adultes était supérieur à 20 %. Si les programmes d'ajustement structurels ont permis d'assainir le cadre macroéconomique du pays avec 6 % en 1999 de taux de croissance du PIB, ils n'ont pas contribué à amélioré les conditions de vie de la grande majorité des maliens et fut d'ailleurs de coudre duré car à partir de 2000 la croissance économique chuta jusqu'aux environs de 2%.

Après quinze ans de démocratie, l'inquiétude plane à tous les niveaux quant à sa bonne marche pour un développement économique harmonieux, car le pluralisme politique a favorisé d'un côté, l'appauvrissement de la population et de l'autre, l'incivisme et la corruption à tous les niveaux de l'appareil d'État.

Dans le rapport mondial sur le développement humain de 2005, le Mali s'est classé à la 174 ème place sur 177 pays, avec un indicateur de développement humain de 0,333. L'indicateur le plus élevé est celui de la Norvège (0,963) et le plus faible celui du Niger (0,281) (Moulaye Z. 2005). Le contenu de ce rapport sur le développement humain au Mali a

été contesté par le gouvernement malien qui a rendu publique ses propres résultats sur les performances économiques du Mali depuis 2002.

En réaction au rapport du PNUD, les autorités maliennes ont « manifesté leur désapprobation formelle du classement » et ont trouvé que le rapport était « illogique et sans fondement ». Pour les autorités maliennes, les indicateurs de l'élément constitutif de l'indice de développement humain ne sont pas conformes aux statistiques disponibles au Mali. Qu'il s'agisse du niveau de l'éducation et de la scolarisation, de l'espérance de vie ou du produit intérieur brut, les chiffres du PNUD sont de loin différents des données nationales. Pour l'espérance de vie, le PNUD a donné 48,10 ans alors que les données nationales donnent 65,35 ans ; le niveau de l'éducation est de 37% pour le Mali contre 35% du rapport de l'organisation internationale ; 378 dollars de PIB du rapport 2006 contre 459 dollars selon les sources officielles du Mali (Aurore 20.11.2006). Auparavant, dans le rapport mondial sur le développement humain de 1999 du PNUD, le Mali se classait au 166 ème sur 174 pays ; en 2003 il se situait à la 172 ème place sur 175 pays. Quand nous nous fions aux résultats du PNUD, la société malienne connaît manifestement une paupérisation croissante depuis l'avènement de la démocratie. Selon les autorités maliennes qui ont mis en œuvre la première génération du CSLP (Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté) 2002-2006, le CSLP constitue le cadre unique de référence de politiques et stratégies de développement du Mali à moyen terme. Ce sont les résultats de ce cadre stratégique obtenus dans les domaines économiques, budgétaires et en réforme structurelles au cours de cette première période (2002/2006) publiés en août 2007 qui viennent démentir le rapport 2006 du PNUD. Selon le rapport du CSLP, depuis sa mise en œuvre, le Mali a enregistré des taux de croissance positifs avec 4,3% en 2002, 7,6% en 2003, 2,3% en 2004, 6,1% en 2005 et 5,0% en 2006. Le taux de croissance moyen s'établit à 5,1% sur la période 2002/2006 contre un taux de croissance de 3% dans le reste de la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine). Une politique budgétaire prudente a permis de maintenir l'inflation au niveau inférieur de 2% entre 2002 et 2006 (Essor 8.8.2007). Selon ce rapport, « globalement, le dynamisme de l'économie malienne s'est renforcé entre 2002 et 2006. Les bonnes campagnes agricoles 2003, 2005 et 2006 et l'augmentation des prix et de la production d'or en 2005 et 2006 ont assuré la bonne tenue de la croissance économique » (Ibid.).

Tableau n° 4 : Indicateurs clés du développement au Mali

| Indicateurs | Année | Valeur |
|-------------------------------------|-------|--------|
| PIB courant (en milliards de F CFA) | 2004 | 255,0 |

| | | |
|--|------|-------|
| Taux de croissance du PIB réel (en %) | 2004 | 2,2 |
| PIB par tête (en milliers de F CFA) par an | 2004 | 233,0 |
| Population (en millions d'habitants) | 2004 | 11,3 |
| Taux de croissance de la population (en %) | 2004 | 2,2 |
| Espérance de vie à la naissance (en années) | 1998 | 60,5 |
| Stock nominal dette extérieure/ PIB (en %) | 2004 | 65,9 |
| Indices de la pauvreté sur les manges (en %) | 2001 | 63,8 |
| Prévalence du VIH/ sida chez les adultes (en %) | 2001 | 1,7 |
| Population ayant accès à l'eau potable en milieu rural (en %) | 2003 | 62,0 |
| Proportions de malnutrition chez les moins de 5 ans (en %) | 2001 | 33,0 |
| Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes) | 2001 | 113,0 |
| Taux de mortalité juvénile (pour 1000naissances vivantes) | 2001 | 229,0 |
| Taux de mortalité maternelle (pour 100000 naissances vivantes) | 2001 | 582,0 |
| Taux brut de scolarisation (TBS) dans le primaire (en %) | 2004 | 70,5 |
| Indice de parité (filles/ garçons) à l'école primaire (en %) | 2004 | 76,9 |

Sources : Ministère de l'économie et des finances, août 2005. Voir aussi MOULAYE Zeini, 2005, « Gouvernance démocratique de la sécurité au Mali—un défi du développement durable », Fondation Frederich Ebert, Bamako, p. 37.

Concernant les prix et les inflations, selon le rapport CSLP, un taux d'inflation moyen (mesuré par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation—IHPC—à Bamako) de 1,7% entre 2002 et 2006. Après 5,1% en 2002, le taux d'inflation a été négatif avec -1,3% en 2003 et -3,1% en 2004. Il ressort à 6,4% en 2005 à cause de l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires suite à la mauvaise campagne agricole de 2004/2005. Durant cette campagne agricole, la production céréalière a chuté de 16% passant de 3402221 tonnes en 2003 2844902 tonnes en 2004. Situation qui a conduit les autorités maliennes à distribuer 32314 tonnes de vivres dans 101 communes en difficulté alimentaires et 31 communes en difficultés économiques. Toujours selon le rapport, l'inflation a été ramenée à 1,5% compte tenu de la diminution des prix de denrées alimentaires (Ibid.). Pendant la période de la

première génération du CSLP, d'énormes flux d'investissements publics et privés ont été faits. Les investissements privés ont porté essentiellement sur la construction des infrastructures économiques (mines d'or, téléphonie, immobilier etc.) Les investissements publics ont porté sur la réalisation des infrastructures de la CAN 2002, les grands projets routiers, les programmes immobiliers et les programmes d'aménagements hydro agricoles.

Comme conséquence, le taux d'investissement est passé de 16,0% du PIB en 2002, à 22,0% en 2006 avec un niveau moyen de 10,0% pour l'investissement privé et 7,3% pour l'investissement public. La politique budgétaire pendant la même période a visé à contenir le déficit budgétaire et à réaliser les investissements publics importants pour la relance des activités économiques et à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Corrélativement à cette performance macro-économique, l'indice de la pauvreté a également baissé : le niveau de la pauvreté monétaire est passé de 68,3 % en 2001 à 59,2 % en 2005 sur la base d'un seuil de pauvreté actualisé de 420F CFA par jour en 2005 contre 397 F CFA par jour en 2001. Des résultats probants dans tous les domaines ont été enregistrés, soit un coût total de 1.000 milliards de franc CFA sortis des réalisations du gouvernement du Mali (Echos 2.4.2007). A cela il faut noter les réalisations en matière d'infrastructure et des secteurs productifs, à la poursuite et à la consolidation des réformes structurelles ainsi qu'au renforcement du secteur social. Abordant la thématique dans cette même voie, M S. Doumbia témoigne que « la démocratisation a apporté ses fruits économiques notamment en matière de télécommunication, la multiplication des maisons d'édition, l'émergence des caisses d'épargne et de crédits grâce auxquelles beaucoup d'initiatives privées ont été entreprises comparée au régime dictatorial de Moussa Traoré. » Selon lui, la situation économique des populations s'est d'une part améliorée, amélioration due certainement à l'exonération sur certains produits. Les salaires comparativement aux passés ont connu une légère augmentation dans ces dernières années, liée fondamentalement à la situation macroéconomique. Sur le plan d'électrification, le réseau d'extension a couvert beaucoup de villes supplémentaires avec une légère redéfinition du coût de l'électricité.

73,5% des experts contre 25 % pensent que l'économie malienne est bonne. Ceux qui trouvent la situation économique bonne, justifient essentiellement leur réponse par le fait que la croissance économique est élevée et dépasse celle de la population. Ils trouvent que l'Etat honore actuellement ses engagements, paie régulièrement les salaires de ses fonctionnaires et

les dettes extérieures du pays (17,6 %). Ainsi 11,8 % des experts pensent que l'économie se porte bien, mais que la population se trouve dans une misère sans précédent (Rapport général de l'étude nationale prospective « Mali 2025 » 1999 : 38).

Par ailleurs, le Mali, à cause de sa relative réussite démocratique et de sa « bonne gouvernance » politique, a bénéficié des bailleurs de fonds de prêts en guise de soutenance des actions de développement à travers la mise en œuvre de projets. Certes, depuis l'avènement de la démocratie en 1991, le Mali a connu des avancés à tous les niveaux (pluralisme démocratique, libéralisation de l'économie, le respect des droits fondamentaux etc.) qui l'ont permis d'avoir la confiance des bailleurs de fonds et d'accroître le flux des aides et des investissements, mais ces changements ne sont pas perceptibles au niveau de la grande partie de la population (59,2 % en 2005) dont les conditions de vie sont précaires. La demande sociale devient de plus en plus forte.

On ne saurait parler d'aspects positifs de la gouvernance démocratique sans prendre en considération le rôle de la société civile dans la résolution des crises politiques. Au Mali, la société civile est très impliquée dans la résolution des conflits et des différends politiques. C'est ainsi que depuis 1992, on retrouve par exemple l'AMUPI (Association Malienne pour l'Unité, le Progrès de l'Islam) et l'AMDH (Association Malienne des Droits de l'Homme) dans la résolution des crises politiques qui ont failli menacer la stabilité sociale du pays.

3.3.2. Les problèmes socioéconomiques au Mali

Parmi les problèmes lancinants, il y a celui d'une jeunesse mal formée et confrontée à la dure épreuve du marché de l'emploi. Au Mali, les jeunes de moins de 15 ans représentent 48,6 % de la population totale en 2003 contre 46,3% en 1998. Cet élan démographique donne une idée du degré d'importance de la mise en œuvre de politiques adéquates pour satisfaire les besoins en nourriture, en santé, en éducation et en emploi. Le défi est grand et si des solutions idoines ne sont pas entreprises au niveau de cette couche sociale, nous assisterons le plus souvent à des crises spontanées ou aiguës du genre du 27 mars 2005 où suite à une défaite de l'équipe Malienne face à l'équipe du Togo, les supporters à majeure partie jeunes, énervés, ont saccagé des utilités publiques, des boutiques et des hôtels au bord des rues et dans les quartiers. D'aucuns ont qualifié cet événement de « ras le bol de la population » de leurs situations économiques et financières. Selon un enquêté :

« [...] le quotidien du Malien a connu un changement selon que l'on soit proche du pouvoir. Nous avons assisté à l'enrichissement illicite de certains fonctionnaires de l'Etat, la corruption s'est profondément installée, les prix des denrées de première nécessité ont flambé. Ce dernier phénomène a conduit au recul du pouvoir d'achat des Maliens. La présence de l'Etat n'est plus perceptible car il ne contrôle pas les prix du marché excepté ceux des hydrocarbures. Les maliens vivent donc dans un environnement où chaque commerçant fixe son prix à sa guise sans que l'Etat n'intervienne. Il n'y a donc ni contrôle ni sanction de la part de l'Etat. La population ne fait que sombrer dans la pauvreté et la précarité». (Militant de parti politique de l'opposition, Int.)

Un Etat démocratique est basé sur le droit, la dictature des textes de lois. Quand la loi n'est pas appliquée et que des sanctions ne sont pas prises, l'anarchie, l'incivisme et la corruption s'installent. Selon le rapport du Vérificateur Général du Mali qui a concerné la période 2002/2006, les caisses de l'Etat ont accusé un manque à gagner d'environ 103 milliards de francs CFA (Essor 28.07.2007). Un manque à gagner qui représente l'équivalent de plus de 70% (La Voix du Mali 3.7.2007) de la masse salariale de la Fonction publique ou encore deux fois le budget annuel pour l'équipement de l'administration publique malienne. Les causes de ce manque à gagner sont essentiellement la fraude et la mauvaise gestion. Les taxes et la douane représentent 70%. Pour le vérificateur général, les irrégularités constatées dans le secteur social qui constitue un des piliers essentiels du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2007-2011), notamment celles relevées dans les directions administratives et financières, et d'autres projets de développements au sein des ministères et des directions comme la direction nationale de l'hydraulique se recoupent. Elles portent sur le fractionnement des dépenses douteuses, la violation des règles de passation de marché et le détournement. Depuis l'installation du Vérificateur Général, il a produit plusieurs rapports de vérification qui n'ont pas été suivis de sanctions. Les auteurs de ces détournements d'argent n'ont jamais été inquiétés ni par les textes de loi, ni par les autorités politiques. Le nombre de rapports du vérificateur général de la république augmente chaque année (le rapport de 2004-2005 fait un manque à gagner de quelques 15 milliards de francs CFA). Au Mali, l'écart se creuse entre pauvres et riches. Le taux de chômage augmente chaque année, et il n'y a aucune politique adéquate digne de ce nom pour diminuer effectivement le taux de chômage. Le chemin reste encore long pour vaincre la pauvreté, renforcer la paix sociale et la sécurité, ancrer la démocratie dans les mœurs et consolider davantage les acquis en matière de droits politiques, de libertés individuelles et collectives, créer la richesse et des emplois etc. Selon le directeur d'une ONG, « l'espoir est permis au

regard des multiples potentialités du pays et de la qualité des ressources humaines. La jeunesse est active et généreuse, et est à la quête de modèle et de motivation et ne demande qu'à être durablement mobilisée en faveur du développement économique et du bien être social du pays » (Indépendant 5.7.2005). Malheureusement, à cause de la pauvreté extrême ou l'espoir d'améliorer leur vie, aux chômeurs citadins, viennent s'ajouter chaque année de milliers de ruraux qui fuient les villages vers les grandes villes ou la capitale Bamako.

3.3.3. *L'équation de l'avenir de la démocratie au Mali*

La pensée démocratique est partie du système de petite cité à un système plus grand d'État – nation homogène qui garantissait en particulier l'adaptation d'institutions représentatives à la demande de la société. Selon George Munda Carew (1993), pour l'élaboration d'un soubassement adéquat pour une société démocratique, la reformulation conceptuelle de la démocratie s'avère nécessaire pour les Etat - nations multiculturelles. Pour lui, c'est en surmontant cet obstacle et en réalisant les idéaux démocratiques dans un contexte multiethnique qu'une manifestation claire pour le réajustement structurel et institutionnel deviendrait apparent. En clair, il postule que la démocratie à l'occidentale réussirait difficilement dans les pays multiethniques des pays en voie de développement, car elle risque de se terminer en fiasco ou en guerre civile ethnique. Cette thèse n'est pas forcément vérifiée car chaque nation, grande ou petite, multiethnique ou non, choisit le processus démocratique et l'adapte à sa propre culture ou à son environnement social et politique. L'utilisation du régime démocratique dépend de la nation qui l'a choisie, de l'ancienneté de son histoire (qui est relative) et de certaines valeurs spirituelles et structurelles traditionnelles enracinées qui favorisent la tolérance et le dialogue politique.

L'étude du processus démocratique du Mali est intéressante parce que depuis 1991, ce pays multiethnique a su surmonter les difficultés liées au processus de démocratisation. Malgré sa pauvreté, les différentes crises politiques au cours du premier mandat démocratique et la situation de contestation de l'après élections de 2002, le dialogue politique a prévalu et les protagonistes ont toujours fini par s'entendre. Quant à l'avenir politique au Mali, elle est perçue de manières différentes par les maliens selon leur couche sociale et leur niveau d'éducation. Selon une étude pluridisciplinaire prospective menée entre 1997 et 1999, 42 % de la population malienne pensent que l'avenir politique est prometteur contre 37 % qui le trouve hypothétique. Le même constat se dégage dans les régions administratives du pays. Cependant dans certaines régions telles que Kidal et le district de Bamako, ceux qui estiment

que l'avenir politique au Mali est prometteur ne dépassent pas beaucoup ceux qui le pensent hypothétique : Kidal 41 % contre 39 %. Dans le district de Bamako 45 % de la population pensent au contraire qu'il est hypothétique contre 44 % qui pensent qu'il est prometteur. Pour le milieu urbain 46,6 % trouvent que l'avenir de la démocratie est prometteur contre 21 % qui le trouvent hypothétique. Par ailleurs c'est dans le milieu semi-nomade que les populations donnent plus de crédits à l'avenir politique au Mali 69 % contre seulement 12 % qui pensent le contraire : puis le milieu sédentaire 49 % contre 30 %. Par contre c'est surtout en milieu nomade que les populations pensent que l'avenir politique est hypothétique au Mali 50 % contre seulement 35 % qui trouvent prometteur. Les hommes pensent à 54 % contre 44 % pour les femmes que l'avenir politique au Mali est prometteur (Rapport général « Mali 2025 » 1999 : 19). Sur le plan économique 21 % des experts projettent pour le Mali à l'horizon 2025, une croissance économique élevée et une meilleure répartition des richesses qui conduiront à une forte réduction de la pauvreté. Ainsi 38,3 % affirment que l'économie malienne sera forte parmi les meilleures d'Afrique et 16,2 % pensent que les industries agroalimentaires et textiles se développeront à l'horizon 2025 (Ibid. 1999:44).

Conclusion

Depuis la révolution populaire de mars 1991 et les premières élections libres au Mali, les acquis démocratiques (des élections libres et transparentes, adoption de textes législatifs démocratiques et républicains) se sont multipliés et ne cessent de se consolider. Plusieurs initiatives ont été prises pour le renforcement de la démocratie, mais beaucoup reste encore à faire. Si la gouvernance politique est relativement appréciée à l'intérieur du pays et à l'extérieur, la société civile, les politiciens et les autorités doivent entreprendre des actions politiques et économiques porteuses d'amélioration des conditions de vie de la population Malienne. Le peuple demande la prise de décisions politiques des autorités face à certaines situations d'anarchie, d'incivisme et de délinquance financière. Le malien ordinaire ne demande que le respect de l'état de droit, l'application de la loi et la prise de sanctions pour faire asseoir l'ordre, la démocratie et l'autorité de l'Etat. C'est ainsi que les acquis démocratiques se renforceront d'avantage. Tous les Maliens pauvres, moyens ou riches doivent se sentir protégés par les textes de lois. Les maliens doivent, à défaut d'éradiquer le sentiment d'exclusion, œuvrer dans le sens de l'atténuer.

La démocratie doit être synonyme de bonne gouvernance et de transparences avec les institutions de contrôles et d'orientations, la séparation des pouvoirs, le respect de la loi et des institutions, la garantie des droits fondamentaux, l'existence d'un pouvoir exécutif fort et responsable, une bureaucratie Wébérienne rationnelle non corrompue et responsable—une bonne distribution des ressources, une justice forte, une assemblée nationale qui joue réellement son rôle et une vision clairvoyante des préoccupations des citoyens sont nécessaires pour toute démocratie digne de ce nom (Earl Conteh- Morgan 1997). L'existence d'une opposition constructive et mature est indispensable et nécessaire pour le partage et la gestion commune du pouvoir dans la transparence. Le choix des hommes ne doit pas se faire sur la base du népotisme, le sectarisme, la considération ethnique ou religieuse, mais sur la base de la compétence personnelle, la valeur intrinsèque et le mérite. La bonne gouvernance économique est la condition sine qua non de la préservation et du renforcement de la démocratie et du développement économique qui à son tour contribue au renforcement de la puissance de l'Etat.

* Je remercie Bakary F. TRAORE et Alkhoureichi BOUBACAR qui m'ont assisté à la collecte des données sur le terrain. Je remercie aussi le Professeur Dialla KONATE qui a lu le premier draft de ce travail et a émis des critiques et suggestions de qualité.

Moussa B. Coulibaly est le Président du Conseil Economique, Social et Culturel (CESC). Il est aussi Président du Conseil National du Patronat du Mali.

Bibliographie :

- Ba, A. Konaré (2000). *Dictionnaire des femmes célèbres du Mali*, Bamako : éditions Jamana.
- Cotteret, J. M. (1973) : *Gouvernants et gouvernés, la communication politique*, Paris : éditions PUF
- CERDES, (1995). *Le processus démocratique malien de 1960 à nos jours*, Bamako : éditions Donniya.
- Diarrah S. M. ToToH (1991). *Le mouvement démocratique malien, itinéraire de l'ADEMA*, Bamako : éditions Graphique Industrie S.A.
- Dumont R. (1991). *Démocratie pour l'Afrique*, Paris : éditions seuil.
- Gaston, B. (1962). *L'art de la politique*, Paris : éditions Seghers.
- Jean François (1992). *La politique par le bas en Afrique Noire, contribution à une démocratie*, Paris : éditions Khartala.
- Julien, F. (1965). *Qu'est ce que la politique*, Paris : éditions Sirey.
- Kamaté E. (1997). *Quel développement pour l'Afrique*, Bamako : édition Jamana.

Kennedy, J. (1976). *Le courage dans la politique*, Paris : éditions nouveaux Horizons.

Le Bras, A. (1997). *Les femmes et la politique*, Paris : éditions L'Harmattan.

Léo, H. (1964). *La personnalisation du pouvoir*, Paris éditions Puf.

« Mali premier rapport sur le suivi de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) » Ministère de l'économie et des finances, août 2005.

Mali—Banque Mondiale 2005, *pour un combat commun contre la pauvreté*, Ministère de l'économie et des finances.

Meyer N ; Perrineau P. (1992). *Les comportements politiques*, Paris : éditions Arman Colin.

Moulaye Z. (2005). *Gouvernance démocratique de la sécurité au Mali—un défi du développement durable*, Bamako : Fondation Friedrich Hébert.

Novak, M. (1991). *Démocratie et bien commun*, Paris : éditions cerf.

Ornstein, N. (1982). *Politique et groupe de pression*, Paris : éditions Nouveau Horizon.

Pierre, B. (1975) : *Le pouvoir politique*, Paris : éditions Dalloz.

Rapport du vérificateur général (2007). http://initiatives.net.ml/article.php3?id_article=1009

Rapport général de l'étude nationale prospective « Mali 2025 », étude faite par une équipe pluridisciplinaire de 1997 à 1999.

Rapport mondial sur le développement humain 1999, publié par le programme des Nations unie pour le développement (PNUD), Bruxelles, éditions de Boeck et Larcier, 1999.

Rapport général de l'étude nationale prospective « Mali 2025 », étude faite par une équipe pluridisciplinaire de 1997 à 1999.

Rodrigue Jean, Eyenemba E. (2001). *Démocratie en Afrique face au libéralisme, essai sur la ré fondation politique*, Paris : éditions Harmattan

Touraine, A. (1994). *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris : éditions Fayard.

Touré A. Baba ; Bamba K. (2002). *La contribution du parti malien du travail à l'instauration de la démocratie pluraliste au Mali*, Bamako : éditions Jamana.

Traoré, B. (1996). *Les forces politiques en Afrique noire*, Paris : éditions PUF.

Zahir F. (1993). *Afrique et Démocratie espoirs et illusions*, Paris : éditions Harmattan.

Interviews :

Yacouba berthé (administrateur civil à la CNEMAE)

Issiaka Traoré (président de l'AMUPI)

D' Oumar Mariko président du SADI (candidat aux présidentielles de 2007)

Siaka Doumbia (enseignant)

Babéma Diarra (enseignant)

Tiécoro Diarra (enseignant)

Kadari Traoré (enseignant)

Abdoulaye Diabaté (vice président de la maison de la presse du Mali)
 Isaïe Somboro (administrateur de l'URTL)
 Yacouba oumar (enseignant)
 Mamadou Diallo (étudiant)
 Ibrahim Traoré (animateur)
 Oumar Dembélé (étudiant)

Journaux :

Essor numéros du 4 et 5 janvier 1992 ; les numéros du 7, 10, 12, 13, 17,18 et 19, 22, 24, 26 et 27, 28 janvier 1992 ; les numéros du 1 et 2, 4, 5 et 6, 8 et 9, 18, 19, 24, 25, 26, 27, 28 février 1992 ; les numéros du 2, 7 et 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15 et 25 mars 1992 ; les numéros du 8, 9, 10, 11 et 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19, 23, 24, 25 et 26, 27, 28, 29, 30 avril 1992 ; les numéros du 15, 19, 26, 28 mai 1997 ; **Aurore** numéro du 20 novembre 2006 ; **Essor** numéro du 28 juillet 2007 et du 8 août 2007 ; Essor numéro du 14 Mai 2007 ; **Echos** numéro du 2 avril 2007 ; **Echos** numéro du jeudi 3 mai 2007 ; **Indépendant** numéro du 5 juillet 2005.

